

qualifié le chômage d'effroyable et d'aterrant. La situation de l'emploi est loin d'être satisfaisante, nous le savons tous.

Croit-il que ce soit vraiment honnête de citer des chiffres non désaisonnalisés pour faire valoir son point de vue. Il dit que le taux du chômage est de 6.5 p. 100. Le pourcentage désaisonnalisé dépasse à peine 4 p. 100. Les deux pourcentages sont de beaucoup inférieurs à ceux de sa propre province de Saskatchewan, qu'il a laissée en lambeaux en 1961. A l'heure du régime CCF, la Saskatchewan a connu un exode massif, à telle enseigne que la Saskatchewan a perdu des sièges lors du dernier remaniement de la carte électorale. S'il est vrai que le parti CCF a trouvé une réponse précise et définitive au problème du chômage au cours de son mandat, pourquoi alors les gens émigraient-ils et pourquoi la population a-t-elle diminué? Il n'y avait pas de restrictions sur les entrées et aucun passeport n'était requis. Au contraire, on priait les gens de venir s'établir dans la province.

En 1961, année où le chômage posait un grave problème en Saskatchewan, le chef national du NPD à la Chambre, alors premier ministre de sa province—j'ai une copie de son discours—n'avait pu se résoudre à parler franchement du chômage qui sévissait chez lui. Il ne fit pas la moindre allusion à la perte d'emplois et de possibilités, ni au chagrin poignant des chômeurs qu'il a exprimé avec tant d'émotion cet après-midi que certains d'entre nous en ont vraiment été touchés. L'organisation qui avait officiellement appuyé la CCF en Saskatchewan fit d'autres remarques désobligeantes à l'endroit de ce premier ministre, actuellement chef national du NPD. Voilà ce qu'elle a dit en 1961:

Jusqu'ici le gouvernement de la Saskatchewan n'a même pas obtenu que le gouvernement fédéral fasse le nécessaire pour combattre le chômage, encore moins pour créer le plein emploi, et il n'a pas non plus, entre-temps, sollicité les pouvoirs juridiques nécessaires pour créer les emplois dont on a si grand besoin.

Le rapport officiel indique aussi que la Saskatchewan a besoin chaque année de 10,000 nouveaux emplois, pour une population active en augmentation, et que 4,000 seulement sont créés. Faute de pouvoir créer ces nouveaux emplois, la province voit partir chaque année environ 8,000 de ses habitants, ce qui ajoute au nombre des chômeurs. Ce réquisitoire, l'un des plus acerbes qui aient jamais été formulés par une fédération ouvrière, se trouve dans le rapport que la fédération ouvrière de la Saskatchewan a soumis au cabinet en 1961. C'est

probablement le plus sévère réquisitoire qui ait jamais été présenté par une organisation ouvrière au Canada.

On nous a dit ce soir que le parti socialiste NPD a le cœur brisé par le chômage. Il suffit de faire quelques recherches pour voir la mesure de sa compassion quand il a l'occasion d'y faire quelque chose. Le parti socialiste ne cesse de nous rappeler que l'Angleterre est la patrie spirituelle du parti socialiste canadien. Ces gens veulent-ils la solution travailliste apportée en Angleterre? Ils ont été très réservés pendant tout ce débat sur ce qu'ils feraient pour combattre l'inflation. Veulent-ils laisser entendre que le contrôle des salaires du parti travailliste anglais et les restrictions tentées par le gouvernement à l'égard des syndicats sont des mesures appropriées? Veulent-ils les restrictions présentées par Barbara Castle? Est-ce là la solution du NPD? Nous voulons connaître exactement son programme et savoir combien il va coûter.

J'ai ici le compte rendu d'un congrès néo-démocrate au cours duquel un délégué a déclaré: C'est bien beau que le parti fasse toutes ces promesses, mais comment pourrait-on acquitter ces frais? Savez-vous ce qui lui est arrivé. Il a été hué. Même dans le compte rendu, on signale qu'il a été hué. Une des caractéristiques d'un parti qui sait gouverner est d'avoir le sens des responsabilités. Le parti à notre extrême gauche n'a pas manifesté cette disposition cet après-midi. Personne n'aime ou ne veut le chômage. Dans le cadre d'une société libre, le gouvernement est déterminé à faire face au problème de l'inflation et de le résoudre, au lieu d'attendre que survienne une situation infiniment pire et qui dure beaucoup plus longtemps.

La politique actuelle défie notre société libre d'accepter les responsabilités de la liberté. C'est une politique qui exige de la coopération et de la contrainte; on dit à l'employeur de limiter ses profits, au consommateur d'acheter avec sagesse et discernement, au gouvernement de concevoir ses programmes de dépenses pour les besoins réels du peuple, au mouvement ouvrier de ne pas chercher à obtenir des salaires injustifiés par la productivité, car autrement il alimentera le foyer de l'inflation et ses gains ne seront qu'illusoire.

Comment les chefs des deux grands partis d'opposition à la Chambre prêchent-ils vraiment la doctrine de contrainte? Ont-ils préféré ne pas viser plus loin que les avantages politiques immédiats?